

7, rue Alcide de Gasperi  
L-1615 Luxembourg-Kirchberg

B.P. 3024  
L-1030 Luxembourg

Tél. : +352 26 009-1  
E-mail : uel@uel.lu

[www.uel.lu](http://www.uel.lu)

Luxembourg, le 27 septembre 2019

Chers dirigeants d'entreprise,

Beaucoup d'entre vous auront pris connaissance au travers des média de nos échanges mercredi 18 septembre avec le Ministre du Travail et les syndicats OGBL, LCGB et CGFP. Il m'a semblé important de vous écrire pour que vous ayez toute l'information quant à ce qui s'est véritablement déroulé.

Ces échanges ont eu lieu lors d'une réunion du Comité Permanent du Travail et de l'Emploi ; réunion de travail à huis clos où étaient représentés le gouvernement, les syndicats et les entreprises, et à laquelle la presse n'était pas conviée. En début de réunion l'UEL a pris l'initiative de proposer une nouvelle méthode pour avancer sur les enjeux du monde du travail. De quoi s'agit-il ? Nous avons proposé au Ministre du Travail et aux syndicats ce qui suit :

1. Rôle central du Ministre du Travail qui développe les différents sujets afférents au droit du travail prévus par l'accord de coalition.
2. Le Ministre du Travail procédera à des entretiens bilatéraux en recevant séparément l'UEL et les syndicats.
3. Libre à l'UEL et aux syndicats de dialoguer avec le Ministre sur la teneur des idées ou projets de loi qu'il aura développés. Le rôle de l'UEL se concentrerait sur un travail et un dialogue avec le Ministre afin de représenter les intérêts des entreprises et de proposer des pistes alternatives.
4. Le Ministre du Travail aurait donc comme responsabilité de faire des choix politiques en tenant compte de son idée initiale sur un sujet bien précis et en tenant compte ou non des remarques de l'UEL et des syndicats.

Nous sommes convaincus que cette méthode de travail serait plus efficace et éviterait une politisation à outrance des positions des forces en présence.

Il est vrai que ce que nous proposons est novateur par rapport au modèle classique du dialogue tripartite luxembourgeois. Force est de constater que cette méthode est à bout de souffle et ne correspond plus aux défis du monde d'aujourd'hui. **Nous restons viscéralement attachés au dialogue social, mais le lieu privilégié de ce dialogue est l'entreprise, lieu de création de richesses et de développement personnel.**

- 1/2 -

Le dialogue social au niveau national qui se voudrait équilibré n'est rien d'autre qu'un instrument pour permettre aux syndicats de se positionner en force politique.

Nous ne voyons pas d'intérêt à faire partie d'un système dont le but ultime est la finalisation d'un codex de lois qui enlèvera toute possibilité aux entreprises de s'adapter aux changements économiques et sociétaux et aux nouveaux enjeux du monde du travail. Depuis des dizaines d'années, le droit du travail n'a fait qu'évoluer en attribuant plus de droits aux salariés. Ceci nous l'accepterions bien volontiers si en contrepartie la politique avait permis aux entreprises de s'organiser en conséquence. C'est l'inverse qui s'est produit : plus de contraintes, moins de flexibilité, et tout ceci porté par une vision qui voit le salarié comme une personne qu'on doit protéger ; aujourd'hui de l'entreprise et demain de lui-même.

C'est pourquoi l'UEL a décidé en parfait accord avec ses membres de prendre la décision de rompre avec cette méthode qui ne produit plus qu'un dialogue de sourds. Nous voulons porter nos idées au décideur de tout ce processus et sur tous les sujets en la personne du Ministre du Travail. Il lui reviendra de veiller à légiférer de façon à développer l'activité économique des entreprises en tenant compte des intérêts et des attentes des salariés.

Quelles sont les prochaines étapes :

Nous allons communiquer à la presse notre position et rencontrer le gouvernement en présence du Premier Ministre le 1<sup>er</sup> octobre afin de leur expliquer notre position et notre volonté de dialoguer – mais différemment.

Enfin, j'ai un appel à vous tous ; soyons solidaires, car les défis de demain sont énormes – pour les entreprises et toutes les personnes qui y travaillent. On voudra nous diviser ; restons unis, car ce n'est qu'en restant unis que nous pourrons avancer.

Veuillez croire, chers dirigeants d'entreprises, à mon profond dévouement et recevoir mes meilleures salutations,

Nicolas Buck  
Président